

Consultation publique de la CRE N° 2020-012 DU 22 JUILLET 2020
Relative à la participation de tiers dans le financement de programmes
d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux
de gaz et la validation des investissements de renforcement des réseaux de
distribution de gaz

Réponse de TEARA

7 septembre 2020

Remarques préliminaires

Territoire d'Énergie Auvergne Rhône Alpes soucieux de préserver les mécanismes de péréquation entre les territoires sur lesquels reposent les principaux services publics de distribution d'énergie en particulier de l'électricité mais également de gaz, souhaite, en répondant à cette consultation, faire part à la CRE des propositions précisant ses premières réflexions communiquées à la CRE lors des précédentes consultations sur les mécanismes de financement des ouvrages de distribution et/ou de transport nécessaires pour injecter le bio-gaz.

L'enjeu de la méthanisation et de l'injection du biométhane dans les réseaux de transport et de distribution est un enjeu national, tant d'un point de vue de l'économie agricole que de l'indépendance nationale du secteur de l'énergie et du développement des énergies renouvelables. Ainsi, si la localisation et les caractéristiques techniques des réseaux doivent être pris en compte pour apprécier les possibilités d'injection dans des conditions économiques acceptables, ceux-ci ne peuvent pas être la base du financement de cette politique nationale. Considérant en effet que les sites de production sont fréquemment situés en milieu rural peu denses alors que les sites de consommations sont concentrés en milieu urbain plus densément peuplés, la recherche d'une péréquation entre territoires paraît légitime.

Par conséquent, il conviendrait de distinguer le zonage de raccordement tel qu'il est prévu par la délibération de la CRE du 14 novembre 2019 dans son article 2.1

Le zonage de raccordement prévu par l'article D. 453-21 du code de l'énergie a pour objectif de définir, pour chaque zone du territoire métropolitain continental située à proximité d'un réseau de gaz naturel, le réseau le plus pertinent d'un point de vue technico-économique pour le raccordement d'une installation de production de biogaz. Il permet d'identifier la manière la plus optimale, à l'échelle de la collectivité nationale, de raccorder des installations de production de biogaz.

d'un zonage de financement des injections.

En conséquence, TEARA considère que la réglementation doit évoluer sur trois points :

- ❶ Le rôle du zonage de raccordement,
- ❷ La notion de « territoire de financement solidaire » : la Région semble être ce territoire cohérent pour apprécier les conditions économiques de l'injection de biométhane. Une commission régionale de financement comprendrait la Région, les départements concernés, les autorités concédantes concernées et les intercommunalités concernées.
- ❸ La prise en compte de l'ensemble de la production dans le calcul du I/V.

❶ Le zonage de raccordement doit permettre de définir une zone de consommation pertinente, soit "préexistante", soit "construite" par des maillages. Ce zonage « technique » doit être distinct d'un territoire de financement ayant recours le cas échéant à des tiers.

❷ La Région, territoire de financement solidaire.

L'équilibre financier I/V serait apprécié sur l'ensemble du territoire régional en prenant en compte l'ensemble des investissements et l'ensemble des volumes. En cas de dépassement du plafond de 4700€/Nm³/h sur l'ensemble du périmètre, les financements complémentaires seraient recherchés pour les zonages dépassant le plafond, dans le cadre d'une commission régionale de financement.

- Si dépassement sans création de rebours, contribution privilégiée des acteurs locaux (autorités concédantes, intercommunalités) concernés, le Département et la Région pouvant abonder le financement,
- Si dépassement avec création de rebours la zone de consommation est, de fait, élargie dans des limites non définies, et en tout état de cause au-delà du zonage de raccordement.

Ainsi, se mettrait en place au niveau régional :

- Une solidarité entre zones "déficitaires", généralement rurales, et « bénéficiaires », plutôt urbaines, induite par la régionalisation du calcul I/V ;
- Une péréquation entre zones « déficitaires » pour répartir le financement complémentaire entre les acteurs concernés par les zonages en dépassement, au prorata du dépassement (cf. exemple de calcul ci-dessous).

Exemple

Hypothèses

- Soit 25 zonages de raccordement sur la Région
- Pris individuellement, 8 zonages sur les 25 dépassent le seuil de $I/V < 4\,700\text{€/nm}^3/\text{h}$ et nécessiteraient un financement de tiers de 5M€ en tout, repartis de la façon suivante :
 - 2 de 1 M€
 - 3 à 700 K€
 - 2 à 400 K€
 - 1 à 100 K€

- Le I/V globalisé à la maille régionale est également supérieur à 4 700€/nm³/h, mais le besoin en financement de tiers n'est plus que de 2M€, car les 8 zones « déficitaires » bénéficient des 17 zones « bénéficiaires »

Proposition

Pour chaque zone de raccordement « déficitaire », répartition des 2M€ de besoin en financement de tiers « régionalisé » au pro rata, soit 2/5 de chaque dépassement.

Financement au prorata, soit 2/5 de chaque dépassement :

- 400 K€ pour 1M€ X 2 zonages
- 280 K€ pour 700 K€ X 3 zonages
- 160 K€ pour 400 K€ X 2 zonages
- 40 K€ pour 100 K€ X 1 zonages

Soit au total 2 M€.

Le reste des investissements est financé par l'ATRD.

❶ D'autre part, s'agissant du calcul du I/V, il faut intégrer l'ensemble des données du territoire :

- Au dénominateur, la totalité des volumes de méthanisation, y compris ceux déjà injectés,
- Au numérateur, la totalité des investissements à réaliser, ou déjà réalisés pour accueillir ces volumes déjà injectés.

Q1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et /ou de tiers au financement des programmes d'investissements ?

Q2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Territoire d'Énergie Auvergne Rhône Alpes est particulièrement concerné par la mise en place de ce dispositif.

En effet, sur certains territoires plusieurs collectivités - dont des territoires d'énergie, autorités organisatrices de la distribution publique de gaz ont été sollicitées pour contribuer en qualité de tiers au financement de la fraction des coûts de renforcement non couverte par le tarif ATRD des zones péréquées.

TEARA fait part à la CRE, par le biais de cette consultation, de son étonnement et de sa difficulté à s'engager financièrement dans des délais aussi courts, qui plus est en période de crise sanitaire.

Afin de pallier à ces difficultés TEARA suggère plus de transparence de la part de GRT gaz qui gère le registre de capacité. Nous comprenons la nécessité de qualifier certaines informations de « *commerciallement sensibles* » afin de ne pas entraver les principes de gestion du registre de capacité. Néanmoins, les autorités concédantes et les collectivités locales en charge du développement des énergies renouvelables devraient a minima avoir

accès à ces informations inscrites dans le registre dès lors que les études détaillées ont été fournies, correspondant au jalon D2 du dispositif de gestion du registre.

Par ailleurs, TEARA constate à la lecture des motifs conduisant à la question 1, que l'engagement financier ne s'applique qu'au rebours. Cela signifie-t-il que les maillages du réseau de distribution, qui sont également des renforcements au regard des textes réglementaires, sont exclus du dispositif envisagé par la CRE ?

S'agissant des maillages entre deux gestionnaires de réseau :

- TEARA souhaite une clarification de leur financement notamment lorsque les investissements dépassent le seuil des 4700 €/Nm³/h, objet de la consultation.
- TEARA rappelle combien le seuil maximal des investissements de maillage de 0.4 % des recettes d'acheminement limite considérablement les montants autorisés du fait du périmètre restreint au contrat de délégation de service public conclu après l'arrêté de 2008. Il en va de même lorsqu'il s'agit de maillages dans le périmètre géré par les entreprises locales de distribution. TEARA souhaite que ces considérations soient prises en compte dans les futures discussions sur l'ATRD6.

Le mécanisme de validation proposé par la CRE paraît complexe et présente des lourdeurs qui ne semblent pas compatibles avec le développement de la filière dans un contexte d'une accélération prévisible des demandes de projet compte tenu de la révision des tarifs d'achats en lien avec les objectifs fixés par la PPE en 2023.

De plus TEARA s'interroge sur la faisabilité juridique et comptable décrite à la page 6 de la consultation :

- *dans son exercice d'approbation des rebours, la CRE approuvera pour la zone considérée le lancement de l'étude relative au rebours à condition que les porteurs de projet et/ou les tiers s'engagent à la financer à hauteur de 200 000 €. Les études ne pourront effectivement être lancées par les gestionnaires de réseau qu'à réception par ces derniers des sommes concernées.*